

## **La démocratie et le pluralisme menacé**

*Candido Mendes*

La crise du Moyen Orient ne nous permet pas encore de saisir toute la profondeur de ce véritable séisme historique. Elle dépasse l'alerte du 11 septembre et nous met au seuil des possibles "guerres de religion", à la rescousse des nouvelles affirmations identitaires mondiales, à longue échéance, du post-colonialisme occidental. Il ne s'agit pas uniquement de l'établissement de retours au fondamentalisme dans le monde arabe face aux chutes des gouvernements autoritaires implantés dans toute la région, à la suite de leur indépendance de l'impérialisme franco-britannique, après le deuxième après-guerre du siècle dernier.

Ce qui est inquiétant, c'est de voir tomber toute l'assurance du pluralisme des deux côtés de la scène, à

l'émergence du nouveau monde global. L'exigence de la démocratie dépasse tout ses dits universels — demandée par les acteurs de la contemporanéité au cœur-même des régimes occidentaux: Angela Merkel vient de rejeter le pluralisme en Allemagne, précédant les déclarations de Cameron lors du G20, dans une mise en garde semblable de la part de l'Angleterre. Dans ce sens, l'Occident adopterait une ligne défensive, où le régime des libertés s'accouderait sur un système d'exclusion sociale, ou de mise en brèche contre cette entière reconnaissance de l'autre qu'impliquerait la pleine citoyenneté supposée à partir de l'acquis des droits humains par la modernité.

L'explosion du monde arabe met en évidence cette irruption d'un inconscient collectif, au fin fond des cultures par le poids historique séculaire de la domination. Elle émerge à présent face à la continuité pratiquement uniforme de l'autoritarisme des gouvernements immédiatement issus des Indépendances, entérinant le braquage de ce retournement historique, dont l'indépendance serait devenue un symbole interrompu.

Le soulèvement tunisien, au sein de la culture la plus occidentalisée du bassin méditerranéen, nous a démontré l'intensification de la contradiction effectuée par une véritable — quoique retardée — prise de conscience. Elle a débuté par un effet mimétique, face aux divers niveaux où l'enjeu se serait déployé sur une grande variété de scénarios. Il s'agit d'une vraie mouvance créée par le marathon des rues au Caire, à Benghazi ou à Manama, sans aucun

*leadership*, sans le moindre effet d'une *intelligentzia*, ni projet effectif de changement. On ferait vraiment face à cette secousse en profondeur débordant la mécanique à outrance, en des décennies de systèmes autoritaires dans le monde arabe. La lecture d'une telle confrontation pourrait passer d'un rejet foncier et primaire de l'autoritarisme à la réémergence de rivalités claniques, ou à la tentative d'abolir des royautés en contradiction avec la majorité religieuse de ces pays.

Mais du Maroc au Bahrein, les mêmes ébranlements historiques découlent de cette affirmation identitaire largement diachronique, face au processus civilisateur occidental déployé après la chute de l'Empire Ottoman par les réifications imposées aux visions du monde et à la perception de leur en-soi collectif par le progrès de la civilisation. On ne pourrait pas réduire le risque, dans ces retours, des radicalisations sommaires, où le bassin arabe-méditerranéen suivrait la révolution khoménienne. Le retour fondamentaliste se place devant l'inexistence de toute médiation, renforcé par le laïcisme qui est devenu la "deuxième nature" des régimes autoritaires post-indépendance, à Tunis et au Caire.

Dans un même syndrome, donc, nous pourrions parler d'une suspension ou d'une *époké* dans le refus du pluralisme, de tout ce qui, encore à la fin du siècle dernier proposait la transparence, peut-être ingénue, en tant que culture de la paix, du pluralisme, cheville ouvrière de la modernité. Nous assisterions, ces jours-ci, et après

l'éveil du monde arabe, à une vision défensive de l'Occident vis-à-vis des nouveaux horizons de la mondialisation. Elle débuta par cette prise de position en Allemagne et en Angleterre, fait pendant à cette montée américaine, dans sa nouvelle politique de reconnaissance nationale. Les longues réserves contre l'émigration mexicaine contrasteraient avec le passé classique du pays, ouvert à n'importe quel influx migratoire. La résistance dépasse aujourd'hui les prémisses minimales de la reconnaissance des droits humains aux *chicanos*. Ce fut le cas de la décision de l'Arkansas — pas encore rendue inconstitutionnelle par la Cour Suprême Américaine — d'arrêter quelqu'un seulement à cause de son aspect physique en présumant une entrée clandestine dans le pays. Nous faisons face aujourd'hui à l'avance d'un exclusivisme citoyen, menant les mexicains au serment de ne jamais lutter pour l'établissement de l'espagnol comme une deuxième langue nationale. Il s'agirait, donc, d'une réduction de droits identitaires objectifs, dans une *capites diminutio* permanente, imposée aux couches sociales migratoires pour une intégration collective souveraine désireuses d'exercer le droit au changement d'un statut national quant à leur insertion planétaire.

Ce retournement défensif à l'identité peut arriver, aujourd'hui, aux vraies réifications, telles que le pronent les souches conservatrices américaines à la suite du bushisme vers un nouvel isolationnisme international, et

le culte des origines dans le culte de leur pureté irréductible, telle qu'arborée par le *Tea Party*.

Ce reflux défensif pourrait entraîner la défense d'une Amérique, personnification de la chrétienté, déjà amorcée lors du gouvernement Bush, dans un nouveau réductionnisme occidental. Une telle perspective s'ouvre sur les frontières pressenties de ces "guerres de religion" qui guetteraient la désoccidentalisation du monde, arrivée dans ces tensions de "prise de conscience", aux diachronies de cette levée du statut colonial assimilé, il y a des décennies, au progrès et à la modernisation. C'est ce qui, dans ce même contrepoint historique, face au réveil arabe de nos jours, mène à la réclamation d'une véritable laïcité, telle que réussie à Tunis ou en Egypte, comme une manche gagnée, en termes de conscience universelle, et menacée par les vagues sommaires d'engloutissement islamique dans la diachronie de leur éveil identitaire d'aujourd'hui.

L'essor du fondamentalisme serait renforcé par le *caveat* de la radicalité dans les reconnaissances limites au temps encore des réveils mimétiques, par l'effet domino consenti. C'est dans un tel cadre que se dessine le diagnostic d'une impasse dialectique pour le pluralisme à venir. On fait face à une sécularisation en diachronie, qui peut se reconnaître dans un temps, à la fois récupérateur et régressif face aux mobilisations et aux poussées ou aux demandes d'authenticité historique, comme le réveil du monde arabe de ce présent immédiat. Il faudrait,

en même temps, distinguer la différence entre la donnée simplement tolérable d'une coexistence et ce qui, en effet, impliquerait comme élément fondateur de la subjectivité contemporaine, l'intégrité de la réception effective d'un "autre", en vraie reconnaissance collective.

Nous assistons au dénouement de la démocratie comme prise de conscience historique devant les concrétions des idées-forces de la modernité, où se poursuit comme le pacte social des Lumières. Elles sont quelquefois laissées au consensus établi, sur le fait accompli de minorités permanentes, en tout refus au rejet de leur participation à la règle fondamentale de la réflexion limite entre la société civile et l'État. De même, et sans entrer dans les ontologies de l'espace politique contemporain, le refus du pluralisme mènerait, et dans un irréversible désormais, au jeu des diversités synthétiques, par lequel le monde médiatique broie et simule cette différence, au risque de perdre sa propre sémantique "vis-à-vis" d'un monde, en vrai gage de l'existence de l'autre.

Le premier ministre Cameron du Royaume Uni, mentionné au G-20 vient au gouvernement, devant une réticence encore grande des parlementaires, et après ses premières déclarations, de défendre la politique d'une "bonne migration" pour le futur du pays. Ce qui est en cause, pour la première fois en ce tournant du siècle, ce sont des mesures de contrôle sur le flux international de la population, en choc avec les assurances des droits humains déjà dans la Charte de San Francisco;

bien évidemment nous ne faisons pas face aux interdictions d'ethnies.

Nous serions face à l'émergence de ce nouveau cadre de polarisation internationale, assise sur de larges fractures culturelles, aux sentiers de ce que les nouveaux fondamentalistes appelleraient la défense d'un Occident épuré. Le droit à la migration naît d'une initiative qui n'est pas nationale, mais qui appartient à l'humanité, à la recherche universelle de meilleurs niveaux de vie et de bien-être collectifs. Une telle demande est une exigence intrinsèque de la citoyenneté, au-delà des frontières politiques ou des barbelés nationaux. Une même inquiétude renferme aujourd'hui les prises de position de toute la droite radicale du Parti Républicain en proclamant que l'Occident chrétien ne peut pas dissocier ses valeurs de l'erradication des arabes sur le territoire américain. La crise du Moyen Orient brouille encore davantage une prise de conscience sur ce néo-fondamentalisme occidental. La demande légitime de démocratie fait face à la défense de l'identité culturelle, heurtée par le maintien de monarchies imposées contre des majorités religieuses de tels États, comme conséquence de l'impérialisme occidental, survivant à la deuxième guerre mondiale. On ne fait que commencer à entrevoir le danger d'un Occident anti-arabe, à la recherche d'une globalisation appuyée sur des dénominateurs sociaux prédéterminés. La nouvelle insistance des toniques conservatrices européennes, quant à la sélection

migratoire, ouvre l'interrogation encore sans réponse de savoir si de telles ségrégations reflètent toujours les traumatismes des catastrophes du 11 septembre, ou si nous faisons face à un nouveau malthusianisme économique et social, dans le marché de la prospérité concentrée du vieux monde européen.